

J.J. BAYLARD
393 Route du Médoc
33520 BRUGES

jj.baylard@free.fr

A C E R P

Consultation publique F T T H

P 08/963

Dossier :

Consultation publique F T T H

Bruges, le 22/06/2008

Messieurs,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci joint une contribution personnelle à la consultation publique concernant la "partie terminale des réseaux en fibre optique ; déploiement, mutualisation", que vous avez récemment lancée.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci après quelques informations personnelles, qui vous permettront de mieux "peser" ma contribution :

- je suis Ingénieur E.S.E. (1968) ; toutefois ma spécialité est plutôt "courants forts" ; je porte à titre personnel un grand intérêt aux "installations de communication",
- j'occupe actuellement un poste d'ingénieur à la "Direction des Techniques et Méthodes" à SOCOTEC ; mes activités concernent (également) essentiellement les "courants forts",
- j'ai pendant deux ans assuré les fonctions de "vice-président" dans une copropriété où je résidais ; de ce fait je ne suis pas naïf en ce qui concerne le fonctionnement des copropriétés.

Ma contribution est essentiellement "personnelle" ; elle n'est en particulier pas liée aux avis qui pourraient être exprimés par mon employeur dans le cadre d'organisations professionnelles ou par tout autre moyen ; de même je n'ai sollicité aucun avis hiérarchique pour l'établir ; toutefois, il est bien évident que j'ai échangé sur ce sujet avec d'autres personnes ayant des compétences dans ce domaine.

Je pense qu'un certain nombre d'idées (qui ne sont pas forcément strictement "personnelles") mériteraient d'être approfondies : par exemple sur la "nu-propriété" et "le droit d'usage" des installations situées dans une copropriété, ou encore sur la création d'un "cadastre numérique", ou bien sur l'interdiction de tout contrat collectif en matière de communication électronique ... Mon document est un peu "fouillis" ; j'en suis désolé, mais j'espère toutefois que vous y trouverez matière intéressante.

Je vous souhaite bonne réception du document annexé, et reste à votre disposition si vous souhaitiez des éclaircissements sur certaines des idées formulées.

Je vous prie de croire, Messieurs, à l'assurance de mes meilleurs sentiments.

JJ BAYLARD

JJ BAYLARD

<p style="text-align: center;">F T T H Partie terminale des réseaux en fibre optique ; déploiement, mutualisation Remarques sur la consultation publique A C E R P</p>

Rôle de l'opérateur d'immeuble :

Réaliser le "fibrage" lors de la construction des nouveaux immeubles :

Votre étude n'aborde pas le cas où l'installation physique de la fibre serait réalisée lors des opérations de construction de l'immeuble ; or cette possibilité paraît intéressante car elle permettrait de fournir aux (futurs) acquéreurs des installations intérieures déjà réalisées (jusqu'à "une" prise terminale située dans le logement, le DTI), et, ce, probablement à un coût compétitif.

Dans toute la mesure du possible la création d'une desserte "fibre" de tous les logements (au moins dans le cas des opérations collectives) à la construction de l'immeuble doit être encouragée ... voire rendue obligatoire (ce qui renforce la nécessité d'une "normalisation" sur ce point). En effet, dans cette hypothèse, un document normatif (ou similaire) fixant les caractéristiques techniques de l'installation paraît indispensable.

Dans sa version actuelle le guide UTE C 90-486 ne semble pas suffisant ... en effet, il ne fixe pas de règle quantitative et admet la possibilité de réaliser la partie terminale de la desserte par un support "cuivre"

Lorsque l'installation (collective et les terminaisons individuelles) a été créée à la construction de l'immeuble, le rôle de l'opérateur d'immeuble pourrait se limiter (se limitera ?) à assurer l'entretien et la maintenance de l'installation pour le compte de l'ensemble des opérateurs desservant un "abonné" dans l'immeuble.

Qui choisit l'opérateur d'immeuble dans ce cas ?

Nécessité d'un cadre "normatif"

Il est évident qu'un cadre normatif assez précis, ou tout au moins un document technique de référence est absolument nécessaire ; un tel document devrait être établi rapidement, pour que le contenu technique et les technologies utilisées lors du déploiement ne soient pas des technologies "propriétaires" d'un opérateur d'immeuble et que les installations réalisées soient techniquement équivalentes quel que soit l'opérateur d'immeuble qui les ait réalisées. Ce "cadre normatif" devrait d'ailleurs être rendu obligatoire par un arrêté, pour toutes les installations nouvelles, à l'instar de ce qui existe pour la norme NF C 15-100.

Le guide UTE C 90-486 constitue un premier pas, mais il laisse trop de possibilité de "variantes" (au moins si la lecture que j'en ai faite est correcte) :

- l'architecture du réseau peut être "PON" (alors que vous semblez l'exclure), et, lorsqu'elle est "point à point" (P2P) la partie terminale du réseau peut être réalisée à l'aide d'un support "cuivre" ; lorsque la desserte terminale est réalisée en fibre optique, il n'est pas précisé s'il est prévu deux fibres unidirectionnelles pour chaque DTI, ou si la desserte du DTI est réalisée à l'aide d'une seule fibre bidirectionnelle (entre le SRO de "bâtiment" et les DTI).

Il est fréquent de trouver dans les immeubles (par exemple au RdC) des activités tertiaires qui seront vivement intéressées par un accès haut débit : pourront-elles se contenter d'une seule fibre (bi-directionnelle) ou auront-elles la nécessité de disposer de deux fibres (unidirectionnelles). Par ailleurs tous les opérateurs sont-ils en mesure de s'adapter à l'utilisation d'une seule fibre bidirectionnelle (en supposant que ce soit ce choix initial qui ait été réalisé par l'opérateur d'immeuble), ou, à l'inverse, s'ils ont développé un modèle économique basé sur l'utilisation d'une fibre bidirectionnelle, seront-ils obligés de louer deux fibres (une pour chaque sens), si ce choix est celui retenu initialement par l'opérateur d'immeuble ?

Dans ces conditions, il aurait peut être été opportun de décrire dans le guide UTE plusieurs "niveaux de service" dont les performances auraient été précisées et entre lesquels il serait possible de "choisir" (ou tout au moins de "se positionner") ; par exemple :

. un niveau A, correspondant à une desserte terminale obligatoirement en fibre, avec une fibre bidirectionnelle (?) par logement, plus deux fibres unidirectionnelles par lot réservé aux activités commerciales et/ou tertiaires (ou par 50 à 100 m² de surface tertiaire), plus un certain nombre (20% ?) de fibres en réserve,

. un niveau B, correspondant à une desserte terminale obligatoirement en fibre, avec une fibre bidirectionnelle par logement, avec une desserte (à définir) pour les lots commerciaux ; une partie de l'installation étant réalisée (au moins en première phase) en architecture "PON" avec un ratio de 1 fibre terminale pour 8 (?) fibres amont, avec un minimum pour ne pas faciliter l'exclusion des autres opérateurs.

. un niveau C, autorisant la réalisation de la partie terminale du réseau sur support "cuivre" permettant un débit de

100 Mbits/s symétrique
etc. ...

Bien entendu, il ne s'agit que d'exemples pour fixer les idées.

Pour ce qui concerne la "propriété" de l'installation

Je suis un peu sceptique ! (de façon générale, d'ailleurs) quant à la propriété d'une installation de ce genre lorsqu'elle est installée dans la propriété d'un autre ! Cela vaut aussi bien pour ce type d'installation que pour d'autres. Espérons que l'opérateur d'immeuble ne commettra jamais de malversations qui pourraient le conduire à avoir à indemniser quelqu'un qui demanderait la saisie de certains de ses matériels ...

Même si ce cas d'école est éliminé, il reste que quelqu'un qui n'est pas membre du syndicat de copropriétaires (et qui est donc dispensé de toutes les obligations des autres membres) est, de fait, propriétaire d'installations situées dans la copropriété ... ce qui est étrange.

Il me semble préférable d'établir un système juridique similaire à celui de "nu propriété + usufruit", mais j'ignore si cela est à ce jour légalement possible :

- la nu propriété de l'installation appartient à la copropriété (laquelle est responsable de sa garde et des éventuelles dégradations ...)
- le droit d'usufruit est intégralement et sans réserves, acquis à l'opérateur d'immeuble.

Cela aurait au moins le mérite de permettre d'aborder simplement le cas où la fibre a été réalisée à la construction du bâtiment : l'installation serait alors remise (concédée) à un opérateur d'immeuble aux seules fins de maintenance et d'exploitation ... le coût de la location des supports vers les autres opérateurs devant alors être revus en conséquence !

Après réalisation de l'installation, n'y aurait-il pas lieu de prévoir l'intervention d'une tierce partie aux fins de "validation" ? (ou, tout au moins de réserver cette possibilité). Cela suppose un référentiel technique indépendant des opérateurs d'immeuble, comme explicité ci-dessus.

Intervention de l'opérateur d'immeuble après réalisation de l'installation :

L'intervention de "l'opérateur d'immeuble" a deux stades - s'il n'est pas "féroce-ment encadré" - peut offrir de larges possibilités d'actions ayant pour effet de fausser la concurrence :

- entretien et maintenance de l'installation : à rapprocher du cas ci-dessus (en effet, dans le cas où la fibre aurait été déployée à la construction, l'entretien maintenance constitue -en première analyse- la seule intervention réalisée par l'opérateur d'immeuble) : il est impératif que les frais liés à l'entretien et à la maintenance de l'installation ne soient pas payés par la copropriété : dans ce cas, il deviendrait facile à l'opérateur d'immeuble de les "surfacturer" à la collectivité pour ensuite les ristourner à ses abonnés.

La location d'une liaison dans le cadre de la mutualisation à un autre opérateur doit comprendre tous les frais annexes pour éviter que ceux-ci ne soient réellement facturés aux seuls "bénéficiaires" de la mutualisation et que les abonnés de l'opérateur d'immeuble en soit (directement ou non) "dispensés".

De même, dans l'hypothèse où la partie terminale n'est pas réalisée jusqu'à l'intérieur du logement, il est nécessaire que les frais correspondants ne puissent en aucun cas être facturés à l'utilisateur final : soit, ils font l'objet d'une facturation à l'opérateur qui demande la mutualisation, soit, ils sont "obligatoirement" compris dans le montant de la location de la fibre entre le répartiteur d'immeuble et la prise située au DTI dans le logement. En effet, il faut éviter que le choix d'un opérateur autre que l'opérateur d'immeuble ne se résume au choix de payer (cher) l'extension terminale, ou de se la voir offrir, éventuellement de façon déguisée par l'opérateur d'immeuble (par exemple sous forme d'un rabais sur les six premiers mois d'abonnement ...).

Consistance de l'installation "fibre" lors de sa "première" création ; extensions ultérieures :

Ne serait-il pas nécessaire d'encadrer la consistance de l'installation à réaliser dans le cadre d'un "premier" fibrage d'un immeuble, et/ou de fixer des règles pour la réalisation des extensions ultérieures ??

Est-il réellement nécessaire (et est-il économiquement justifié) de mettre en place une fibre optique continue entre le sous répartiteur d'immeuble (point de mutualisation) et le DTI de chacun des logements de l'immeuble (éventuellement "en attente" dans la gaine technique ??).

D'une part, il serait peut-être économiquement justifié de recourir à une architecture multipoint ("PON") jusqu'à un "coffret de brassage de gaine" ... Cette option risque de limiter le nombre d'opérateurs pouvant disposer d'un accès mutualisé jusqu'à la gaine technique de l'immeuble et donc, jusqu'aux utilisateurs. Même si cette option n'est pas nécessairement économiquement "optimale" peut-être sera-elle retenue en première phase de déploiement de la fibre dans un immeuble.

Dans cette hypothèse, qu'advient-il des extensions rendues ultérieurement nécessaires ???

En zone urbaine dense, la possibilité de raccordement de seulement TROIS opérateurs risque de se révéler insuffisante pour assurer une réelle concurrence ; il semblerait nécessaire que ce nombre soit de QUATRE au moins en zone urbaine dense, alors que la possibilité de choix entre TROIS opérateurs semble bien adaptée aux zones périurbaines moins denses.

Mise en oeuvre de la mutualisation :

Localisation du point de mutualisation :

Il convient que la localisation du point de mutualisation (SRI) soit telle que le réseau entre ce point et les DTI conserve une "vocation" immeuble. Cela implique qu'il soit dans l'immeuble, ou tout au moins à proximité immédiate de l'immeuble desservi. Il faut considérer que "dans l'immeuble" signifie un emplacement situé dans les limites de la copropriété, et que "à proximité" signifie que ce point est situé sur une partie du domaine public qui est proche de la copropriété.

Or il existe de copropriétés dont la taille en nombre de DTI à desservir (dix logements, ou moins, pour fixer les idées) ne justifiera pas forcément la création d'un SRI (qui ne serait pas "économiquement" justifié). Implanter le SRI d'une telle copropriété dans la copropriété voisine, risque de nécessiter des montages juridiques complexes. De plus cette situation pourrait constituer un obstacle supplémentaire à l'accessibilité des matériels par l'opérateur d'immeuble.

Une copropriété (même de petite taille) sera intéressée par l'existence d'un boîtier de brassage d'immeuble qui lui serait "dédié" ; ce dernier pourrait constituer l'un des points de mutualisation possible. Par contre, il serait peut être utile de prévoir qu'il existera un point (obligatoire) de mutualisation au delà d'un certain nombre de logements desservis (par exemple, une centaine, pour fixer les idées).

Ainsi pour certaines copropriétés (regroupant un grand nombre de logements, l'ordre de grandeur ou supérieur au seuil -indicatif- de 100 logements, fixé ci dessus) la mutualisation serait possible au niveau du SRI (situé dans ou à proximité de la copropriété) , et, éventuellement au NRO de l'opérateur "d'immeuble", alors que les copropriétés de plus petite importance auraient un point de mutualisation possible (supplémentaire), lequel regrouperait une centaine de logement.

Cela aurait pour effet d'éviter que d'épissures à fusion en épissures à fusion placées dans des boîtes de jonction coulées (voire en plus, enterrées) ... le seul point "réel" de mutualisation soit le NRO de l'opérateur d'immeuble (ou de lotissement)

Par ailleurs, à vouloir à tout prix (comme certains semblent) n'avoir que des réseaux en souterrain, certaines zones (périurbaines) risquent de se trouver privées de fibre optique pour des lustres ...

Dans certaines situations, la réalisation d'un réseau aérien sur supports existants ou rénovés, ou placé en façade, pourrait se révéler être une excellente solution qui aurait pour avantage d'augmenter l'offre concurrentielle, et donc probablement, la pénétration du haut débit sur support fibre optique.

Informations préalables nécessaires à la mutualisation :

Il est impératif que les informations puissent être mises à disposition de l'opérateur (et de peut être aussi, de l'utilisateur) sans passer par le syndicat de copropriété : en effet, dans le cas d'un résident non-propriétaire, cela conduit à une multiplication des intervenants successif qui se traduira par un allongement des délais, d'où un avantage indéniable pour l'opérateur d'immeuble.

Informations mises à disposition des autres opérateurs :

Vous avez émis l'hypothèse de principe selon laquelle le "raccordement palier" (donc, au DTI du logement) d'un ou de plusieurs logements n'a pas été réalisé ; ne faudrait il pas que cette information soit également disponible dans le fichier de recollement d'information sur le fibrage ?

Pour la mise à disposition des informations permettant la mutualisation, il faut à tout prix éviter que les informations fournies aux autres opérateurs ne soient incomplètes ou erronées ou que le processus ne se transforme en un "jeu de l'oie" ou en un parcours d'obstacles.

A cet effet, seule la solution consistant à mettre en place un organisme chargé de centraliser l'information (provenant des opérateurs d'immeubles) et de la tenir à disposition des opérateurs "tiers" semble viable et de nature à permettre une réelle concurrence. En effet, cet organisme centralisateur sera à même d'imposer de fournir en une seule fois, TOUTES les informations nécessaires ; il aura pour rôle également de mettre en place un système unique de repérage commun à tous les opérateurs d'immeuble, visant à la création d'un véritable "cadastre numérique" au profit des consommateurs et des opérateurs commercialisant un service de communication électronique haut débit.

Restera à définir le système univoque de repérage et les "items" nécessaire pour permettre l'exploitation du fichier par tous les opérateurs, ainsi que les règles d'accès à ces informations.

Le financement de ce service pourrait tout à fait être assuré par une minime contribution périodique des consommateurs bénéficiant du haut débit, recueillie par les opérateurs "de communication", ou encore par une "taxe de raccordement" lors de la création de l'accès ainsi que lors du changement d'opérateur.

Convention

Pour le titre de la convention, je vous suggère :

*" Le syndicat des copropriétaires de la résidence MACHIN CHOSE
(?) (constitué de) regroupant N+1 locaux à usage d'habitation et K locaux à usage commercial (?)
33 rue du bout du monde à XX898 TRI FOUILLIS LES OIES SUR CANNES
ci après dénommé " la Copropriété "
dûment autorisé après délibération de l'Assemblée Générale en date du xx brumaire xxxx,
et représenté par son syndic : Cabinet ETC ... , d'une part*

ET

*La société XXXX domiciliée xx rue de la cour carrée [CODEPOSTAL] VILLE, ci après dénommée
" l'Opérateur d'immeuble", d'autre part*

il est convenu de qui suit : "

Accès aux parties communes de l'immeuble :

Le personnel de l'Opérateur d'immeuble a toute facilité pour accéder à l'immeuble. Cet accès doit impérativement être encadré de sorte à éviter qu'il ne soit une porte ouverte à un démarchage "intensif", déguisé ou non.

Une clause mentionnant stipulant par exemple que : *" l'Opérateur d'immeuble s'interdit d'accéder à l'immeuble pour des raisons autres que celle liées à la création, à la gestion et à la maintenance du réseau objet de la présente convention,. En particulier, toute forme de démarchage direct (comme par exemple : porte à porte, affichage dans les parties communes, incitation à prendre rendez vous avec un "conseiller", etc. ...) est interdite. "*
Ce serait la moindre des choses ; certains opérateurs ne s'en privant pas, après avoir simplement apposé une affichette dans les parties communes

Fourniture de services de communications électroniques à titre collectif :

Vous envisagez (dernier alinéa de l'article 2.1) la possibilité d'une convention "distincte" ayant pour but la fourniture de services de communications électroniques à titre collectif : cette possibilité me semble une grave erreur dont les seuls effets seront de limiter les possibilités de concurrence au bénéfice des consommateurs. A mon avis, dès lors qu'elle a pour objet de fournir un service de communication électronique qui est susceptible d'être fourni par un autre acteur du secteur concurrentiel, ce genre de convention devrait :

- soit être TOTALEMENT INTERDITE par la Loi, car elle a pour effet pervers de limiter les possibilités de concurrence susceptible de bénéficier aux consommateurs,
- soit d'être obligatoirement soumise à l'acceptation individuelle de l'utilisateur final (le "résident").

En effet, il sera facile de "convaincre" un gestionnaire d'immeuble du bien fondé de ce genre de service ; toutefois, il y lieu d'analyser de plus en détail, car les copropriétés regroupent des "propriétaires" et des "résidents", dont les intérêts peuvent être sensiblement divergents, ou tout au moins non concordants.

Copropriété appartenant à un seul propriétaire : (c'est en particulier le cas des immeubles gérés par les organismes sociaux, mais il y en a d'autres) : certaines dépenses ont le caractère de travaux ou de maintien en état : elles sont du ressort du propriétaire qui en supporte intégralement le coût ; d'autres dépenses ont le caractère de dépenses de fonctionnement ou d'entretien, et peuvent le plus souvent être "récupérées" auprès du résident. L'un des exemples les mieux connus et le plus répandu est le "service antenne" : il permet au propriétaire de ne pas assurer la maintenance de l'installation collective de distribution de télévision et de souscrire à la place - sans l'avis des résidents - un "service antenne" auprès d'un câblo opérateur, lequel a le caractère de "dépense de

fonctionnement” et est intégralement répercuté dans les charges ... que le résident ait un téléviseur ou non. Excellente opération ; les HLM en ont usé et abusé, au point que nombre de bâtiments n'ont plus d'antenne collective de télévision et payent tous les mois !

Copropriété appartenant à plusieurs copropriétaires, dont certains sont, inévitablement, bailleurs : seuls les copropriétaires ont droit au chapitre en Assemblée générale, (y compris lorsque la dépense est une dépense de “fonctionnement”), comme le serait la fourniture d'un service collectif de communication électronique ; or les dépenses de “fonctionnement” sont également acquittées par les résidents non-propriétaires, même si les “services” qui sont ainsi fournis à la copropriété ne présentent pour eux strictement aucun intérêt, OU PIRE, si un service équivalent est disponible à meilleur compte (en terme de prix, de contenu, de qualité ...) auprès d'un autre acteur économique du secteur concurrentiel.

L'interdiction de toute convention ayant pour objet de fournir à titre collectif un service de communication électronique quelconque est me semble t il incontournable pour éviter une distorsion de concurrence entre les divers fournisseurs. Il devrait être inscrit dans la Loi que l'accord de l'utilisateur final est indispensable pour que son adhésion à ce type de contrat soit valide.

Par ailleurs, il est malheureusement fort probable que le Syndic sera favorablement enclin à opter pour un tel service collectif. En effet, c'est le Syndic qui collecte les sommes correspondantes auprès des propriétaires et qui règle les factures du fournisseur de service ; or, entre ces deux phases, se placent (au profit du syndic) “ *des frais de gestion du contrat et de recouvrement des 'cotisations'* ”, opération potentiellement juteuse, puisqu'elle échappe à tout contrôle de la copropriété, en toute légalité d'ailleurs.

JJ BAYLARD

Établi le m par JJ BAYLARD

Classement : . JJB/8P-963-Lettre-ACERP-&-annex 10/9/08